

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
Pôle Déchets Sites et Sols Pollués  
2 avenue Grûner  
Allée C  
42000 ST ETIENNE

ST ETIENNE, le 04/12/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SORODIF**

Rue Dolomieux  
ZI Moulin Galinay  
42230 ROCHE-LA-MOLIERE

Références : UiD4243-DSSP-023-0446  
Code AIOT : 0006104891

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/11/2023 dans l'établissement SORODIF implanté rue Dolomieux - ZI Moulin Galinay - 42230 Roche-la-Molière. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Une visite d'inspection a eu lieu sur le site en 2019 et avait conduit à la prise d'un arrêté de mise en demeure. Une visite de suivi en 2020 n'avait pas permis de lever l'ensemble des non-conformités. L'objectif de la présente visite est de faire le point sur la situation.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SORODIF
- Rue Dolomieux - ZI Moulin Galinay - 42230 Roche-la-Molière
- Code AIOT : 0006104891
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non.

La société SORODIF est spécialisée dans la réparation des palettes en bois. Les palettes non

réparables sont broyées sur site et utilisées comme combustibles en chaufferie bois.  
L'exploitant récupère également des déchets de bois. Ils sont broyés sur site par campagne environ 2 fois par an.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- eau
- traçabilité des déchets.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

La quantité de palettes stockées sur site est importante. L'exploitant a indiqué rencontrer des difficultés conjoncturelles liées à une baisse de consommation. L'exploitant a conscience que ses stocks sont élevés et espère revenir à une situation "normale" rapidement.

De ce fait, les zones de stockage définies dans l'étude de dangers et les distances d'éloignement vis-à-vis des limites de propriété et du bâtiment (atelier - bureaux) ne sont pas respectées.

Le risque incendie est néanmoins limité compte-tenu de la saison. Les risques liés aux effets thermiques d'un incendie sont également limités pour le voisinage :

- un mur béton de 2 mètres de haut est présent à l'Ouest le long de la plateforme de broyage et assure une protection pour l'aire d'accueil des gens du voyage ;
- toujours à l'Ouest le long de la plateforme de stockage des palettes, le voisinage est constitué de l'impasse qui dessert l'aire d'accueil des gens du voyage et d'un terrain inoccupé ;
- au Nord il y a également un terrain inoccupé,
- à l'Est, un talus de plusieurs mètres de haut et une bande enherbée d'une dizaine de mètres de large séparent les plateformes de la rue du Buat et au delà, un champ ;
- il n'y a pas de stockage au Sud (parking, pont bascule).

L'exploitant est invité à ne pas stocker plus de palettes et à évacuer son surstock dès que possible.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Autosurveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 27/12/2013, article 4.3.9 et 9.2.1	Lettre de suite préfectorale	3 mois
3	Confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie	Arrêté Préfectoral du 27/12/2013, article 7.4.1.V	Lettre de suite préfectorale	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a procédé à une première analyse de son rejet d'eau pluviales en 2021 mais ne l'a pas réalisée en 2022 et 2023. Cette autosurveillance est à réaliser tous les ans.

Les résultats de cette analyse sont à comparer aux valeurs limites fixées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter. En cas de non-conformité, l'exploitant doit procéder à des corrections dans la gestion de ces eaux pluviales et le cas échéant, un dispositif de traitement est à prévoir.

Aucune disposition pour pouvoir confiner les eaux d'extinction en cas d'incendie n'a été prise. Le volume d'eau à confiner est à évaluer afin de pouvoir réfléchir à une solution adaptée au site.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Autosurveillance des rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/12/2013, article 4.3.9 et 9.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eaux superficielles
<b>Prescription contrôlée :</b> Rejet des eaux pluviales  Valeurs limites d'émission : <ul style="list-style-type: none"><li>• Matières en suspension (NFT 90-105) : 100 mg/l</li><li>• DCO (sur effluent non décanté) (NFT 90-101) : 300 mg/l</li><li>• DBO5 (sur effluent non décanté) (NFT 90-103) : 100 mg/l</li><li>• Hydrocarbures totaux (NFT 90-114) : 10 mg/l</li></ul> Fréquence d'analyses : tous les ans
<b>Constats :</b> Une analyse du rejet des eaux pluviales a été effectuée en octobre 2021 et n'a pas été reconduite depuis. Il est demandé à l'exploitant de procéder à une analyse annuelle de son rejet d'eau pluviale.  Concernant l'analyse de 2021 : les résultats ne sont pas conformes aux VLE définies dans l'arrêté préfectoral pour les paramètres MES (Matières en suspension) et DCO (Demande chimique en oxygène) : [MES] = 277 mg/l [DCO] = 444 mg/l Ces résultats sont cohérents avec l'activité de broyage et de stockage de bois. Aucun dispositif de traitement n'est présent. Si ces résultats se confirment à la prochaine analyse, des mesures devront être prises : par exemple avec la mise en place d'un décanteur, et/ou la réalisation d'un balayage régulier des plateformes notamment après les campagnes de broyage, etc...
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 2 : Traçabilité des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Tenue des registres des déchets entrants et sortants de l'installation
<b>Constats :</b> L'installation réceptionne et expédie uniquement des déchets de bois. Ces déchets font l'objet d'un broyage sur le site par des prestataires extérieurs avant d'être évacués. Le bois A, constitué des palettes non réparables, est broyé et évacué par Suez RV Bois à destination des chaufferies. Le bois B (caisses et palettes en contreplaqué et ponctuellement bois de portes et fenêtres) est broyé par un autre prestataire et l'exploitant expédie ensuite les broyats chez Norske Skog à Golbey dans les Vosges. Ces exutoires sont les mêmes que lors de l'inspection de 2019. Il n'y a pas de registre dédié pour la traçabilité des déchets. L'exploitant consigne des renseignements par l'intermédiaire de son logiciel de pesée. Des extractions peuvent être opérées pour reconstituer un registre mais celui-ci ne présente pas l'ensemble des informations requises :

\* pour le registre des déchets entrants (cf article 1 de l'arrêté du 31/05/2021) les informations suivantes sont à consigner :

- la date de réception du déchet (ok logiciel de pesée),
- la dénomination usuelle du déchet (ok),
- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement : code à 6 chiffres de la nomenclature déchets A AJOUTER  
Codes possibles selon le type de bois : 15 01 03 emballages en bois ; 17 02 01 bois (déchets de construction et de démolition) ; 19 12 07 bois autres que ceux visés à la rubrique 19 12 06 (déchets provenant du traitement mécanique des déchets) ; 20 01 38 bois autres que ceux visés à la rubrique 20 01 37 (déchets municipaux : déchets ménagers et déchets assimilés provenant des commerces, des industries et des administrations),
- la quantité de déchets entrants exprimée en tonne ou en m<sup>3</sup> (ok),
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet (A AJOUTER),
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets (A AJOUTER),
- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets (A AJOUTER),
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement (A AJOUTER),
- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets (A AJOUTER Code R13).

Les items non concernés n'ont pas été repris.

\* pour le registre des déchets sortants (cf article 2 de l'arrêté du 31/05/2021) les informations suivantes sont à consigner :

- la date de l'expédition du déchet (ok) ;
- la dénomination usuelle du déchet (ok) ;
- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement (code possible : 19 12 07 bois autres que ceux visés à la rubrique 19 12 06 (déchets provenant du traitement mécanique des déchets) puisque celui-ci a fait l'objet d'un broyage sur une installation de gestion de déchets);
- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m<sup>3</sup> (ok) ;
- l'adresse de l'établissement (A AJOUTER) ;
- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement (A AJOUTER) ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets (A AJOUTER) ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement (A AJOUTER) ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié (A AJOUTER) ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets (A AJOUTER code possible R1 utilisation comme combustible ; R3 recyclage ou récupération de substances organiques qui ne sont pas utilisées comme solvants);
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement (A AJOUTER Recyclage ou Valorisation énergétique);

Les items non concernés n'ont pas été repris.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/12/2013, article 7.4.1.V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque pollution accidentelle
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.  En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.
<b>Constats :</b> Actuellement les eaux d'extinction en cas d'incendie ne peuvent pas être confinées sur le site. Le besoin en eau et le besoin en rétention des eaux d'extinction n'ont pas été calculés dans le cadre du dossier de demande d'autorisation déposé en 2012 (et qui a abouti à l'arrêté du 27/12/2013). Le dossier ne prévoit aucune disposition pour contenir ces eaux ; cependant la prescription a été portée dans l'arrêté préfectoral. Il est demandé à l'exploitant de procéder aux calculs du besoin en eau (calcul D9) et du besoin en rétention (calcul D9A) afin : <ul style="list-style-type: none"><li>• d'une part, de s'assurer que la défense extérieure contre l'incendie est satisfaisante (il existe un poteau incendie à 200 m) ;</li><li>• d'autre part, de définir les modalités permettant de confiner sur site les eaux d'extinction : un système d'obturation de la canalisation de rejet combiné à une barrière physique en surface (type barrière gonflable, redan, dos d'âne...) pourrait constituer une solution adaptée.</li></ul> En cas d'impossibilité technique de confiner l'ensemble des eaux, une modification de la prescription devra être sollicitée : cette demande, si elle était envisagée, devra s'accompagner des éléments permettant de la justifier.
<b>Observations :</b> L'exploitant est invité à se rapprocher du SDIS pour faire le point sur le risque incendie et la défense contre l'incendie de son site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois